

MINISTRE DE LA SANTE ET DES AFFAIRES SOCIALES

Décret n° 034 - 2004 du 29 Avril 2004 Portant obligation d'ioder le sel destiné à l'alimentation humaine et animale.

ARTICLE 1 : Le présent décret a pour objet de réglementer l'importation, la production, la consommation et la commercialisation exclusive de sel iodé destiné à l'alimentation humaine et animale.

CHAPITRE I

Définition, Caractéristique et Composition du sel iodé:

ARTICLE 2: Le sel de cuisine est un produit cristallin se composant principalement de chlorure de sodium (NaCl) Il peut provenir de la mer de gisements souterrains, de sel gemme ou de saumure naturelle.

ARTICLE 3 : La teneur du sel de cuisine en chlorure de sodium ne doit pas être inférieure à 97% de l'extrait sec, non compris les additifs

Le reste (2.75%) de l'extrait sec consiste en produits secondaires naturels, présents en quantité variable selon l'origine et la méthode de production du sel ; ils comprennent principalement des sulfates, carbonates et bromures de calcium, de potassium et de magnésium.

ARTICLE 4: Des contaminants naturels peuvent également être présents en quantités variables selon l'origine et la méthode de production du sel.

Toutefois le sel de cuisine ne doit pas contenir de contaminants en quantité et sous des formes pouvant nuire à la santé du consommateur . En particulier les limites maximales suivantes ne doivent pas être dépassées, à savoir

Contaminant	Tolérance maximale
Arsenic(As)	0,5 mg/kg
Cuivre(Cu)	2 mg / kg
Plomb(Pb)	2 mg / kg
Cadmium (Cd)	0,5 mg/kg
Mercure(Hg)	0.1 mg / kg

ARTICLE 5 : L'iode universelle du sel étant un objectif de santé publique primordiale pour lutter contre les troubles dus à la carence en iode, il ne peut être produit, vendu ou importé sur toute l'étendue du territoire national, pour les usages alimentaires humains et animaux, que du sel iodé.

ARTICLE 6: On entend par «sel iodé» tout sel enrichi de la matière d'iode présentée sous forme d'iodate de potassium ou d'iodure de potassium et destiné à la consommation humaine et animale.

CHAPITRE II: NORMES D'IODATION ET D'HYGIENE.

ARTICLE 7 : Le sel gemme ou le sel marin produit localement ou importé doit être iodé avec l'un des composés d'iode tel que décrit à l'article précédent et ce avant sa commercialisation

sur le territoire national ou son exportation

ARTICLE 8: Le sel iodé au sens du présent décret doit répondre aux normes d'iodation et d'hygiène internationales préconisées par l'OMS et le Conseil International de Lutte contre les troubles dus à la carence en iode (1CCIDD) L'iodation du sel doit être faite de manière à ce que le produit soit homogène.

ARTICLE 9 : Pour être conforme, la teneur en iode du sel exprimé en partie par million (PPm) doit être comprise entre: -80 à 100 PPm à l'importation et a l'exportation.

La teneur du sel iodé sur les lieux de production doit être comprise entre 50 PPm et 80 PPm

Lors des ventes, la teneur en iode du sel est fixée à 40PPm pour les sac de 25 Kg et palus, supérieure ou égale a 25 PPm pour la vente au détail.

Les taux ci - dessus indiqués peuvent être modifiés par arrêté du Ministre chargé de la santé.

CHAPITRE III: DE L'IMPORTATION ET DE LA VENTE DU SEL.

ARTICLE 10: L'importation et la vente du sel non iodé sont interdites en République Islamique de Mauritanie.

ARTICLE 11: Pour les besoins des unités industrielles ou pour toute autre raison d'ordre technique ou économique, le Ministre chargé du commerce peut autoriser la production, l'importation du sel non iodé et en informer le Ministre charge de la santé.

Cette autorisation, délivrée sous forme de décision doit préciser la quantité autorisée et la date limite de validité de l'autorisation ainsi que l'utilisation précise pour laquelle elle acte autorisée.

ARTICLE 12: Un arrêté du ministre charge du commerce précisera les modalités de production d'importation el de distribution du sel non iodé. Il fixera également, les conditions de transport du sel produit localement, des sites de production vers les sites d'iodation.

CHPITRE IV: CONTROLE DE QUALITE.

ARTICLE 13: Le contrôle de la qualité vise à déterminer:

- La teneur en iode;
- La teneur en chlorure de sodium;
- La présence éventuelle de contaminants.

Il vise également à préserver le consommateur de tout risque de contamination dû à une inobservation de l'hygiène au niveau de la production, du conditionnement, du stockage ou du transport du sel.

ARTICLE 14: Le contrôle de la qualité du sel iode est assuré conformément a la réglementation en vigueur et notamment aux dispositions de l'ordonnance n°84 -208 du 10 septembre 1984 ponant code d'hygiène et du décret n°7S - 065 du 17 Mars 1978 par les agents du Centre National d'Hygiène, par les personnels d'hygiène ainsi que par les agents commissionnés du service d'hygiène Toutefois le contrôle de présomption qui consiste au contrôle de la présence d'iode dans le sel par un test rapide à l'aide d'un kit, à la vérification de la conformité des documents et des indications mentionnées à l'article 17 ci-dessous peut être effectué par les services compétents des ministères des finances et celui du commerce.

CHAPITRE V: EMBALLAGE ET TIQUETTAGE.

ARTICLE 15: A l'importation, ou à la sortie des unités industrielles d'iodation, le sel doit être traité et conditionné sous un emballage satisfaisant aux normes d'hygiène el aux dispositions législatives et réglementaires en matière d'emballage et d'étiquetage des produits a usa»e

alimentaire.

Le produit iodé doit être emballé dans des sacs tissés en polypropylène ou tout autre tissu ayant un revêtement intérieur en polypropylène à forte densité. Pour la vente au détail le sel iodé doit être emballé dans des sacs de dimensions voulues en polypropylène à faible densité. L'emballage utilisé doit obligatoirement porter le logo officiel de sel iodé annexé au présent décret.

ARTICLE 16 : Quand le sel destiné à l'exportation est conforme, un certificat de qualité indiquant la teneur en iodé et ses caractéristiques est établi par la Direction de la Protection des Consommateurs au Ministère chargé du Commerce

ARTICLE 17 : Les sacs doivent être soigneusement fermés et porter impérativement les indications suivantes :

- La dénomination sel iodé. Les mots sel iodé doivent figurer côte à côte en majuscule et en gras;
- La teneur en iode;
- Le poids net du sel;
- La date de fabrication;
- La date de péremption;
- Le numéro du lot ;
- L'usage (alimentaire, industrie alimentaire ou autres).
- Le composé d'iode utilisé;
- avertissement: à conserver dans endroit sec et frais;
- Le nom ou la raison sociale et l'adresse du fabricant,
- Le pays d'origine du produit.

Ces mentions doivent être inscrites en arabe et en français.

CHAPITRE VI: POLICE D'HYGIENE INSPECTIONS ET CONTROLES.

ARTICLE 18: Des contrôles normatifs de la qualité du sel iodé et des inspections de sites de productions, de l'emballage et de l'étiquetage peuvent être effectués sur l'ensemble du territoire national à tout moment et à toutes les étapes : depuis la production jusqu'à la mise en vente . Outre la teneur en iode, le contrôle de la qualité du sel iodé vise à déterminer l'humidité, les teneurs en chlorure de sodium et les impuretés (matières non solubles). Les saisies, prélèvements d'échantillons, ainsi que leur analyses sont faits conformément à la législation en vigueur

CHAPITRE VII: DISPOSITIONS SPECIALES RELATIVES AUX UNITES DE PRODUCTION ET DE STOCKAGE DE SEL IODE.

ARTICLE 19: Le personnel des unités de production et de stockage de sel iodé doivent être soumis à des visites médicales périodiques. Ces visites sont à la charge de l'employeur.

ARTICLE 20: Les magasins de vente et de stockage de sel iodé ne doivent en aucun cas servir à l'habitation, ni abriter aucune autre activité industrielle ou artisanale autre que celle liée à leur mission.

Ces magasins doivent être munis de dispositifs appropriés de manière à protéger le sel iodé du soleil, de la poussière, des intempéries et des pollutions de toute nature.

CHAPITRE VIII: POURSUIT-PENALITES.

ARTICLE 21: Le non respect des dispositions du présent décret constitue une infraction et est punie conformément à la législation en vigueur.

ARTICLE 22: Les actions et poursuites sont exercées directement par le ministre chargé de la santé ou son représentant devant les juridictions compétentes sans préjudice du droit de poursuite d'office qui appartient au Ministère public.

ARTICLE 23: Sans préjudice des sanctions pénales prévues par la loi, toute personne physique que aura contrevenu aux dispositions du présent décret sera punie :

- Lorsqu'elle aura mis sur le marché du sel non iodé, d'une amende de 50.000 à 100.000 ouguiyas en plus de la confiscation au profit du trésor public, du stock et des matériaux de production ; la même peine sera appliquée aux co - auteurs et au complices.
- En cas de récidive, l'auteur sera frappé d'une interdiction d'exercer pendant 2 ans.
- Lorsqu'elle n'aura pas respecté le taux d'iodation prévue par l'article 5 aliéné 2 du présent décret, -d'une amende de 30.000 ouguiyas.

ARTICLE 24: toute personne morale qui aura contrevenu aux dispositions du présent décret sera punie sans préjudice des autres peines prévues par la loi:

- Lorsqu'elle aura mis sur le marché du sel non iodé, d'une amende de 100 000 à 200.000 DM, sans préjudice de la fermeture provisoire de son établissement et de la confiscation au profit du trésor Public du matériel de production, du stock existant.

La même sanction sera appliquée aux co - auteurs et aux complices:

- Lorsqu'ils n'auront pas respecté les conditions d'hygiène prévues par le présent décret, d'une amende de 30.000 ouguiyas.
- Lorsqu'ils n'auront pas respecté le taux d'iodation d'une amende de 50.000 UM

En cas de récidive, la fermeture définitive de l'établissement et l'interdiction d'exercer pendant 2 ans seront prononcées.

CHAPITRE IX: DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES.

ARTICLE 25: les producteurs de sel ainsi que les opérateurs économiques concernés par le présent décret sont tenus de s'y conformer au plus tard un an ça compter de la publication du présent décret au journal officiel, sous peine de l'application de l'une des sanctions énumérées ci - dessus.

ARTICLE 26: Les modalités d'application des dispositions du présent décret seront complétées par voie d'arrêté conjoint du Ministre chargé de la santé et du Ministre chargé du Commerce.

ARTICLE 27: Le Ministre des Finances, le Ministre du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme, le Ministre des Mines et de l'Industrie, le Ministre du Développement Rural et de l'Environnement, le Ministre de la Santé et des Affaires Sociales sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel.